

ARGUMENTAIRE POUR ERASMUS+

VSS-UNES-USU demande une pleine adhésion de la Suisse à Erasmus+.

Pour permettre aux étudiant-e-s des hautes écoles suisses de se connecter le mieux possible à l'espace européen d'études et de recherche, la coopération avec l'UE est plus que nécessaire.

La collaboration avec l'UE a bien fonctionné de 2011 à 2013. La Suisse a été pleinement associée à Erasmus pendant trois ans et les étudiant-e-s suisses ont profité d'un large réseau d'universités d'échange européennes. Après l'adoption de l'initiative contre l'immigration de masse, l'UE a refusé à la Suisse une pleine adhésion au plus grand programme d'échange d'Europe. La solution transitoire suisse, appelée "Swiss European Mobility Programme" (SEMP), a bien fonctionné pendant un certain temps. Mais parce qu'elle a été conçue comme une solution transitoire, les capacités, notamment financières, du modèle suisse diminuent, alors que l'UE augmente le financement du programme Erasmus+. Il en résulte un écart continu entre les programmes, qui ne cesse de s'accroître, et ceci au détriment des étudiant-e-s. Or, l'échange international est capital pour les étudiant-e-s. En effet, lors d'un échange, il s'agit en premier lieu de découvrir de nouveaux modes d'enseignement et d'apprentissage, de se familiariser avec la science dans un autre pays et de nouer déjà les premiers contacts importants : comme il leur sera demandé de faire plus tard en tant que chercheur-euse-s.

VSS-UNES-USU est l'union des étudiant-e-s de Suisse et représente la voix des étudiant-e-s en Suisse au niveau national et politique. C'est pourquoi l'union s'engage pour que les étudiant-e-s puissent à nouveau se mettre en réseau sans obstacles au niveau international.

Une vraie participation

En raison du contexte actuel, la Suisse est à ce jour considérée comme un pays tiers. Cela signifie que, pour chaque échange, un travail administratif supplémentaire doit être fourni car les étudiant-e-s suisses doivent déposer leur demande d'échange via une agence suisse. Mais ce supplément de travail ne s'arrête pas là : les étudiant-e-s suisses ne peuvent pas participer à toutes les manifestations organisées par Erasmus+ sans frais supplémentaires. Certaines offres ou cours de langue, par exemple, ne peuvent être suivis que par des participant-e-s au programme Erasmus+. Le travail additionnel que cela implique rend également difficile pour des organisations suisses la participation et la surtout la direction de projets de coopération. Cela entraîne une diminution de la participation de la Suisse dans l'espace européen de la formation et empêche les personnes en Suisse d'y contribuer par leurs connaissances et compétences. Dans la situation actuelle, il est possible de participer, via une coopération bilatérale, à des partenariats à petite échelle ou à des projets de construction de compétences, mais ces deux offres ne s'adressent qu'à de petites organisations ou à des individus qui agissent en dehors de la voie de formation universitaire ou des hautes écoles.

La place scientifique suisse

Une pleine adhésion à Erasmus+ et à d'autres programmes de recherche n'est pas seulement avantageuse pour la Suisse. Les autres pays profitent également de la place scientifique suisse, qui tire avantage du programme Horizon Europe. Si la place scientifique continue d'être isolée sur le plan international en raison de l'absence de participation à des programmes d'échange et de recherche, la Suisse risque de perdre de bons scientifiques. Cela n'a pas seulement des conséquences négatives pour la place scientifique suisse, mais aussi pour l'enseignement dans les hautes écoles. En effet, si des scientifiques décident de ne pas venir en Suisse, nous manquerons d'expert-e-s et tant l'enseignement que la recherche ne pourront pas profiter de leur savoir. La mobilité et la coopération internationale donnent des impulsions pour de nouvelles formes d'enseignement et de nouveaux cursus et contribuent à de nouvelles formes d'organisation et à des réseaux renforcés. Cela permet de garantir et de développer la qualité de notre éducation et cela stimule considérablement l'innovation. La mise en réseau internationale et le maintien de la qualité de la formation suisse se font également au bénéfice de la vitalité du marché du travail car les stratégies, le savoir et les expériences peuvent être échangées au niveau international.

Co-développement du programme

Avec la situation actuelle, la Suisse n'a pas son mot à dire sur le développement et la gouvernance du programme Erasmus+. Cela signifie également que tous les renouvellements numériques, par exemple *Erasmus without Paper* ou la *European Student Card* sont réalisés sans tenir compte de la Suisse. Les conséquences pour les hautes écoles et la place scientifique sont tout autant négatives que les conséquences pour le corps étudiant. En effet, les hautes écoles manquent d'outils numériques qui faciliteraient les échanges entre elles et ne peuvent pas participer au développement de ces outils. Actuellement, les hautes écoles suisses doivent conclure des accords bilatéraux avec chacune des autres hautes écoles d'Europe afin de permettre la coopération et les échanges. Comme la Suisse peut actuellement encore faire état d'une très bonne qualité de ses hautes écoles, cette manière de faire est encore largement acceptée. Mais si la Suisse ne peut plus rivaliser au niveau international, la qualité des hautes écoles diminuera également et la Suisse se retrouvera alors isolée. Erasmus+ tente de mettre à disposition une infrastructure, des réseaux et des ressources aussi larges que possible pour tous les domaines de formation. Les programmes suisses, en revanche, ne sont pas multilatéraux et disposent en donc de beaucoup moins de ressources.

Soutien financier

Les chercheur-euse-s suisses ne peuvent pas bénéficier de bourses et de fonds octroyés par l'UE. Si des chercheur-euse-s suisses participent à un projet, celui-ci doit être financé par le SEFRI. Il en va de même pour les étudiant-e-s. Le budget mis à disposition par le SEMP pour un échange est bien inférieur à celui d'Erasmus+. Pour un échange de six mois en Suède, par exemple, les étudiant-e-s suisses reçoivent, selon Movetia, environ 1'000 CHF de moins que les étudiant-e-s autrichien-ne-s. Il manque donc à la Suisse une égalité des chances en matière d'échanges internationaux. De nombreux étudiant-e-s indiquent les obstacles financiers comme la principale raison pour laquelle ils et elles ne peuvent pas faire d'échange. A cela s'ajoutent les obstacles administratifs qui ne peuvent guère être réduits par la solution transitoire suisse. S'il a par ailleurs été annoncé que le budget du programme Erasmus+ 2021-2027 était doublé, son équivalent suisse n'est pas doté d'un tel accroissement des moyens financiers. Bien que la Confédération ait mis à disposition des fonds supplémentaires, l'argent n'a pas suffi à couvrir la

demande en 2022. Les fonds ont certes été augmentés, mais ils ne correspondent pas à la demande attendue.

Pourquoi les solutions transitoires ne sont pas des solutions

Les programmes de transition en Suisse ont été mis en place avec l'arrière-pensée d'obtenir bientôt à nouveau une pleine adhésion à Erasmus+. Cela n'est pourtant toujours pas le cas aujourd'hui, même avec la reprise des négociations dans le cadre des bilatérales III. Si les échanges sont toujours possibles grâce aux solutions transitoires suisses, il faut préciser toutefois que SEMP ne s'adresse qu'aux étudiant·e·s des hautes écoles. Les étudiant·e·s d'autres institutions de formation tertiaire ou du domaine de la jeunesse ou du sport ne sont pas soutenu·e·s par le SEMP. Pour ces personnes, il existe cependant une autre voie : Movetia. Grâce à Movetia, tous les échanges peuvent avoir lieu comme auparavant, y compris les échanges d'apprenti·e·s, de bénévoles et de jeunes professionnels. En revanche, les personnes qui souhaitent partir en échange déposent leurs demandes auprès de cette agence, qui fait ensuite le lien avec la destination souhaitée afin de pouvoir y envoyer les personnes en échange. L'échange pour les jeunes est donc toujours possible, mais il implique un supplément de travail administratif important pour toutes les parties. Au contraire, Erasmus+ réunit toutes ces possibilités et offres (et plus encore) dans un seul programme. En 2017, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a formulé l'objectif selon lequel tous les jeunes adultes devraient avoir effectué une fois un échange à l'étranger ou dans une autre région linguistique au cours de leur formation. Sans l'adhésion à Erasmus+, cet objectif sera difficile à atteindre !

Faible taux de mobilité en suisse

Quatre des 36 hautes écoles suisses atteignent le taux de mobilité de 20% que la Suisse s'est fixé comme objectif. Dans une étude, Movetia a collecté des données et arrive à la conclusion que les hautes écoles qui misent davantage sur la coopération internationale affichent également un taux de mobilité plus élevé chez leurs étudiant·e·s. L'investissement de la haute école dans l'international profite aux étudiant·e·s. La mobilité étudiante est particulièrement haute quand les hautes écoles misent sur une offre d'enseignement orientée vers l'international, un environnement d'études international et un bon accueil des étudiant·e·s d'échange venant de l'étranger. Les chiffres de la mobilité ne dépendent donc pas des étudiant·e·s, mais ce sont les conditions-cadres des hautes écoles qui y contribuent (ou non) de manière déterminante. En outre, Movetia constate dans son rapport annuel que les demandes pour ses programmes sont en constante augmentation depuis la pandémie – mais que la Suisse est toujours loin de la stratégie décidée au niveau national. Nous sommes très en retard même en comparaison à d'autres pays, comme p. ex. l'Autriche, qui affiche une mobilité de ses étudiant·e·s supérieure de 26% à celle de la Suisse.

Erasmus+ pour la société ?

Un [article](#) d'économiesuisse nous présente des études qui prouvent que les étudiant·e·s qui ont fait un échange avec Erasmus+ ont un taux de chômage plus bas un an après la fin de leurs études. Cela a également un effet (financier) positif sur le marché du travail. Un programme tel qu'Erasmus+ permet de créer des partenariats et des réseaux internationaux, ce qui entraîne aussi de précieuses synergies pour les établissements d'enseignement. Parce qu'Erasmus+ n'est pas seulement proposé aux étudiant·e·s de l'enseignement supérieur, mais est accessible à un grand nombre de jeunes adultes et offre des ressources pour les échanges, le programme a des [implications positives](#) et inclusives pour la société dans son ensemble. Le président du

conseil de fondation de Movetia s'exprime de la même manière dans la [préface](#) du rapport annuel : dans un marché du travail de plus en plus international et globalisé, les connaissances linguistiques les plus diverses et la connaissance de différentes cultures ne sont que des avantages pour les jeunes. Et cela ne vaut pas seulement au niveau international : la Suisse est elle aussi un pays multilingue, la connaissance des autres parties du pays renforce la cohésion intercantonale.

Qui d'autre bénéficie d'Erasmus+ ?

Erasmus+ est important pour les étudiant·e·s. Mais ce ne sont de loin pas les seuls à bénéficier d'une pleine adhésion. Le programme est également destiné à la formation professionnelle générale ou sportive des adolescent·e·s et des jeunes adultes, comme les enseignant·e·s. Erasmus+ soutient également les jeunes dans les domaines du bénévolat et de l'organisation d'ateliers et de formations en dehors du système d'enseignement supérieur. Ces activités sont proposées par Erasmus+ à tous les jeunes, sans tenir compte de leur niveau d'études. Grâce à Movetia, de tels échanges peuvent avoir lieu également depuis la Suisse. Mais ils impliquent eux aussi un important travail administratif supplémentaire.

Derniers développements

Comme le Conseil fédéral l'a annoncé le 21 juin 2023 dans un [communiqué de presse](#), il a décidé des grandes lignes d'un mandat de négociation. Du point de vue des étudiant·e·s, il est particulièrement réjouissant que le programme Erasmus soit nommément mentionné : « En outre, dans le but de développer les relations avec l'UE, le Conseil fédéral vise la conclusion d'un accord de coopération dans le domaine de la santé ainsi qu'une participation régulière et complète aux futurs programmes de l'UE (notamment la continuation d'Horizon Europe et Erasmus). Il a également pour objectif le déblocage rapide de la participation de la Suisse au paquet de recherche Horizon-Europe 2021-2027. »

Le [8 novembre](#) 2023, le Conseil fédéral a décidé de préparer un mandat de négociation avec l'UE. Le [15 décembre](#) 2023, il a annoncé qu'il approuvait le projet de mandat de négociation avec l'UE.

Entre-temps, des négociations ont commencé. Après 10 ans, les choses ont donc enfin bougé dans le dossier européen. Mais les objectifs n'ont pas encore été atteints. Pour les étudiant·e·s, il est maintenant important que le Conseil fédéral présente le plus rapidement possible un message sur le financement d'Erasmus+ et que le Parlement garantisse ce financement. Ainsi, il faut enfin en finir avec la solution transitoire insatisfaisante et la Suisse doit pouvoir profiter de toutes les offres du programme grâce à une association complète et participer activement à son développement. En effet, l'affiliation au programme Erasmus+ ne concerne pas uniquement la formation personnelle des étudiant·e·s et des jeunes professionnels, loin de là. Il s'agit également de pouvoir maintenir la qualité des institutions de formation suisses, de développer un bon réseau international et de garantir la place scientifique et le marché du travail suisse.

Pour toutes les raisons mentionnées, il est indispensable que les politiques en Suisse s'efforcent de coopérer avec l'UE et de trouver au plus vite une solution durable à la situation des étudiant·e·s.

VSS-UNES-USU, mars 2024

Liens complémentaires :

Argumentaire du CSAJ : [Argumentaire_Erasmus_2021-27.pdf \(sajv.ch\)](#)

Initiative européenne : [Nous avons besoin de 500'000 francs pour démarrer \(europa-initiative.ch\)](#)

Erasmus+ est une initiative européenne : [Home | Erasmus+ \(europa.eu\)](#)

Erasmus+ et la Suisse : [En détail | Erasmus et la Suisse \(erasmus-ch.ch\)](#)<https://erasmus-ch.ch/im-detail/>

Infos de la Confédération : [Site web du SBF1 sur la mobilité](#) / [Fiche d'information Erasmus+](#) / [Mid-term evaluation : Swiss Feedback](#) / [FRI 21-24](#) / [MM du CF du 21.06.2023](#)

Movetia : [Movetia encourage les échanges et la mobilité en tout genre | Movetia](#) / [Rapport annuel 2022](#) / [Taux de mobilité et indice](#) / [Cahier de l'internationalisation](#)

Statement ESU : [Les étudiants européens souhaitent que la Suisse soit réassociée à Erasmus+ - European Students' Union \(esu-online.org\)](#)

SEMP et Erasmus+ : Les différences

SEMP

- Focalisation sur la mobilité des étudiant·e·s de l'enseignement supérieur
- Le financement des étudiant·e·s suisses qui partent à l'étranger et des étudiant·e·s qui viennent en Suisse dans le cadre d'un échange est pris en charge par la Confédération.
- Demandes multiples nécessaires, car la Suisse est traitée comme un pays tiers (surcroît important de travail administratif)
- Pour le domaine de la formation, de la jeunesse et du sport, Movetia a dû mettre en place ses propres programmes, déposer des demandes, ce qui implique beaucoup de travail supplémentaire.
- Le SEMP fournit moins d'aide financière aux étudiant·e·s pour leurs échanges
- "shadow Erasmus" : cadre et légitimité du label Erasmus+ : la Suisse n'est pas beaucoup vantée et les programmes sont inconnus
- Le SEMP a été conçu comme une solution transitoire, avec l'idée fixe de revenir à une association avec Erasmus+.
- La Suisse a des accords individuels avec chaque université pour organiser les échanges.
- Il n'existe pas de substitut aux lignes de programmes Erasmus+ "Cooperation projects" et "Embracing Sports".

Erasmus +

- Le programme veut promouvoir l'identité européenne et la citoyenneté active à travers toutes les offres.
- Les possibilités d'échange s'appliquent à un programme de formation pour la jeunesse, le sport, les adultes et la formation professionnelle.
- Financement et mise en réseau des coopérations européennes entre différentes universités
- Propose des cours de langue ou des activités sur place, qui peuvent être suivis par les participant·e·s Erasmus.
- Les étudiant·e·s peuvent effectuer un échange dans toutes les universités des pays qui font partie du programme.
- Les pays associés sont impliqués dans le développement et la numérisation du programme (OLS, Ewp).
- Financement par un fonds européen (système de réciprocité)
- L'association à Horizon Europe est plus évidente s'il existe une association à Erasmus et vice versa.
- Erasmus+ (2021-2027) double son budget
- Erasmus+ met fortement l'accent sur ses "[Cooperation Projects](#)" dont les possibilités sont sans cesse élargies.